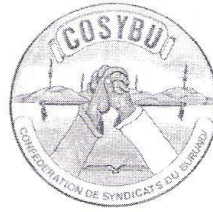




Confédération CSB



Confédération COSYBU

### COMMUNIQUE DE PRESSE

Les organes dirigeants des confédérations COSYBU et CSB se sont réunis pour analyser la situation qui prévaut dans notre pays. La COSYBU et la CSB rappellent que le droit à la manifestation et à la liberté d'expression et d'information sont garantis par la constitution et les conventions internationales ratifiées par l'Etat du Burundi.

Un constat amer de violations massives des libertés publiques et individuelles s'observe depuis le début des manifestations, contre le 3<sup>ème</sup> mandat, organisées par les partis politiques et les organisations de la société civile. Sans être exhaustifs, nous citerons notamment :

- La discrimination dans l'encadrement des manifestations ;
- Les arrestations arbitraires des manifestants et leurs emprisonnements, le cas flagrant étant l'arrestation musclée du président de l'APRODH, Mr Pierre Claver MBONIMPA
- la violation de la liberté de la presse avec la fermeture de la Radio RPA et la limitation du champ d'émission des radios Bonesha FM, Isanganiro à la seule capitale Bujumbura en empêchant leurs émetteurs et relais pour l'intérieur du pays ;
- La brutalité policière contre les journalistes et les manifestants ;
- Le manque de sécurité pour les travailleurs et travailleuses qui souhaiteraient se rendre à leurs lieux de travail ;
- La paralysie de l'économie nationale par la fermeture des marchés, des commerces, des services publics et privés suite à l'insécurité et aux rumeurs.

Au regard de ce qui précède, la COSYBU et la CSB demandent instamment au Gouvernement de :

- Garantir toutes les libertés publiques, privées et individuelles en sécurisant les personnes qui souhaitent manifester ;
- Libérer sans conditions toutes les personnes arrêtées à la suite de ces manifestations ;
- Réouvrir sans délais la Radio RPA et laisser toutes les radios émettre sur tout le territoire national
- Cesser tout acte de harcèlement et d'intimidation envers les journalistes qui exercent leur métier selon la loi ;

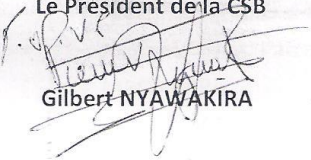
- Ouvrir des enquêtes impartiales et punir toutes les personnes qui seraient responsables de ces violations.

Attendu que la situation sécuritaire reste préoccupante, la COSYBU et la CSB estiment que les festivités de célébration de la fête du travail et des travailleurs doivent être reportées sur toute l'étendue du territoire national. Les partenaires sociaux se concerteront sur une autre éventuelle date qui tiendrait compte de l'évolution sécuritaire du pays.

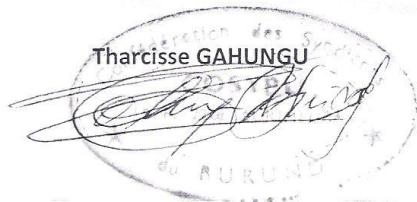
Malgré l'importance de la fête du travail pour les syndicats, mais conscientes de leurs responsabilités, la COSYBU et la CSB invitent donc la population en général, les travailleurs et travailleuses en particulier, de ne participer à aucun défilé dans le cadre de la célébration de la fête du travail du 1<sup>er</sup> mai 2015.

Fait à Bujumbura, le 28/04/2015

Le Président de la CSB

  
Gilbert NYAWAKIRA

Le Président de la COSYBU

  
Tharcisse GAHUNGU

